

## Nouvelles locales du mercredi 30 juillet 2014

@rib News, 30/07/2014 ĩ Politique - Alors que le prÃ©sident de la RÃ©publique avait affirmÃ© que la CVR sera mise en place avant la fin du mois de juillet 2014, mÃªme la commission parlementaire de dÃ©pouillement des dossiers n'Ã©st pas encore nommÃ©e alors qu'Ã©il ne reste qu'Ã©un seul jour avant la fin de ce mois. Tous les groupes parlementaires s'Ã©tendent pour constater cet Ã©tat, mais sont divergents quant Ã© la cause de ce retard. En effet, le groupe parlementaire CNDD-FDD dit qu'Ã©ils ont d'Ã©abord prÃ©fÃ©rÃ© commencer Ã© Ã©tudier le remplacement des membres de la Commission Nationale IndÃ©pendante des Droits de l'Homme (CNIDH) qui sont partis et que la prochaine question Ã© Ã©tudier est celle relative Ã© la mise en place de la CVR.

De son cÃ©tÃ©, le prÃ©sident du parti Frodebu-Nyakuri affirme que le problÃ©me rÃ©side dans le parti Uprona. Le docteur Jean Minani fait savoir qu'Ã©il n'attend qu'Ã©on lui demande le nom de celui qui reprÃ©sentera ce groupe au sein de cette commission. Le prÃ©sident du groupe parlementaire de l'Uprona affirme qu'Ã©ils ne reconnaissent pas la loi instituant la CVR et qu'Ã©ils n'apprÃ©cient pas la maniÃ©re dont le gouvernement est en train de dÃ©truire leur parti. Bonaventure Gasutwanzira prÃ©cise que c'Ã©est cela qui fonde leur rÃ©ticence quant Ã© la participation dans cette commission. Le groupe parlementaire des Batwa affirme quant Ã© lui qu'Ã©il ne sait pas oÃ¹ se situe le problÃ©me. Le porte-parole du prÃ©sident de la RÃ©publique dit qu'Ã©il n'a pas pÃ©nÃ©trÃ© en la demeure. L'Ã©conome Hatungimana ajoute qu'Ã©il en dira quelque chose aprÃ©s avoir consultÃ© le prÃ©sident Nkurunziza ainsi que le bureau de l'Ã©mbranchement national sur ce sujet. [isanganiro] - L'administrateur de la commune Muyinga dans cette mÃªme province a dÃ©missionnÃ© de ces fonctions. Dans une lettre adressÃ©e au prÃ©sident de la RÃ©publique ce mardi, Evelyne Izobiriza explique que le conseil communal de Muyinga est un obstacle majeur Ã© la rÃ©alisation de ses projets puisque depuis son Ã©lection, Ã©lection par ailleurs problÃ©matique, elle s'Ã©st toujours heurtÃ©e Ã© la rÃ©sistance de ce conseil qui s'Ã©opposait Ã© tout ce qu'Ã©elle entreprenait. Elle a donc dÃ©cidÃ© de renvoyer le ministre de l'IntÃ©rieur qui s'Ã©tait opposÃ© Ã© deux tentatives de destitution de cet administrateur dÃ©cidÃ©es par le conseil.

Rappelons que les chicaneries au sein de ce conseil avaient dÃ©jÃ© gagnÃ© le parti CNDD-FDD qui compte 12 des 13 conseillers dans ce conseil y compris mÃªme l'administrateur dÃ©missionnaire ; ce qui avait conduit au limogeage de l'administrateur des fonctions du premier vice-prÃ©sident du CNDD-FDD dans la province de Muyinga en mÃªme temps prÃ©sident du conseil communal de Muyinga, du reprÃ©sentant du parti CNDD-FDD dans la commune Muyinga, du comptable communal de Muyinga, du gouverneur de la province de Muyinga tous il y a moins de deux semaines. Selon certains observateurs, cette dÃ©mission intervient pour Ã©viter que le parti prÃ©sidentiel ne perde des voix lors des Ã©lections prochaines.

[isanganiro/rpa/bonesha] - L'ADC-Ikibiri estime que la crise au sein du parti Uprona est causÃ©e par le CNDD-FDD au pouvoir. Le prÃ©sident de cette coalition trouve que l'implication dans ce dossier du ministre de l'IntÃ©rieur, du conseiller civil au cabinet du prÃ©sident de la RÃ©publique et de certains policiers tÃ©moigne Ã© suffisamment que ce n'Ã©st pas seulement l'initiative des Badasigana qui est Ã© l'origine de ces bouleversements. L'Ã©conomiste Ngendakumana trouve qu'Ã©il s'agit d'une stratÃ©gie du pouvoir en place de vouloir crÃ©er une situation qui entraÃªnera le parti au pouvoir seul dans les Ã©lections de 2015 ou alors avec des partis sans pouvoir de dÃ©tecter les fraudes massives qui seraient opÃ©rÃ©es. Mais, il reste persuadÃ© que la situation n'Ã©n arrivera pas lÃ© puisque les politiciens ne vont pas le permettre. Ainsi, il conseille au pouvoir en place d'abandonner ces pratiques. A la classe politique burundaise, il fait un clin d'Ã©il que le temps des chicaneries est rÃ©volu et qu'Ã©il faut plutÃ´t se coaliser pour dÃ©mettre le pouvoir en place lors des Ã©lections de 2015. [rpa]

Justice - Trois personnes ont Ã©tÃ© arrÃ©tÃ©es dans la commune de Gihanga de la province Bubanza le matin de ce mercredi. Elles ont Ã©tÃ© surprises en possession des objets volÃ©s sur les tombes du cimetiÃ©re de Mpanda dans cette mÃªme commune de Gihanga et sont pour le moment dÃ©tenues au cachot de la police Ã© Gihanga pour confection de leurs dossiers. En effet, comme l'affirment les travailleurs de ce cimetiÃ©re, 8 tombes ont dÃ©jÃ© Ã©tÃ© dÃ©truites dans les 10 jours. Ils indiquent par ailleurs que les voleurs les dÃ©truisent pendant le jour et prennent les tÃ©les, les carreaux et autres objets de valeurs. L'administrateur communal de Gihanga fait savoir de son cÃ©tÃ© que des mesures de surveillance de ce cimetiÃ©re sont dÃ©jÃ© prises pour faire disparaÃªtre ce phÃ©nomÃ©ne. L'Ã©conomiste Ndayisaba ajoute aussi que ceux qui ont Ã©tÃ© arrÃ©tÃ©s ou qui le seront par la suite vont recevoir une punition exemplaire. [isanganiro/rtnb]

SantÃ© - Le cholÃ©ra s'Ã©vit dans ces derniers jours dans la ville de Rumonge de la province Bururi depuis bientÃ´t 10 jours. Selon les autoritÃ©s sanitaires de cette commune, 38 personnes ont Ã©tÃ© dÃ©jÃ© alitÃ©es mais, aucune victime n'Ã©st dÃ©jÃ© signalÃ©e jusqu'Ã© prÃ©sent puisque toutes les personnes dÃ©jÃ© atteintes de cette maladie ont toutes Ã©tÃ© admises Ã© l'hÃ´pital oÃ¹ elles ont reÃ©u des soins de santÃ©. Les quartiers les plus touchÃ©s par cette Ã©pidÃ©mie sont Nkayamba oÃ¹ depuis quelques jours, l'eau potable manque cruellement et les habitants se rabattent Ã© l'eau du lac Tanganyika. Les autoritÃ©s sanitaires demandent Ã© la population de se rendre le plus rapidement possible Ã© l'hÃ´pital puisque les mÃ©dicaments sont disponibles mÃªme si les places deviennent de plus en plus insuffisantes. Elles ajoutent aussi que des opÃ©rations de dÃ©sinfection des pÃ©rimÃ©tres oÃ¹ des malades ont Ã©tÃ© signalÃ©s sont en cours. [rtnb/isanganiro/bonesha/rtr/rpa]

Ã©conomie - L'Ã©mbranchement national a approuvÃ© le projet de loi portant rÃ©vision de la loi budgÃ©taire pour l'exercice 2014 comme le gouvernement du Burundi l'Ã©avait demandÃ©. Le ministre de l'Ã©conomie et du Commerce a invitÃ© pour expliquer les propositions du gouvernement. En effet, Tabu Abdallah Manirakiza a fait savoir que la pauvretÃ© a diminuÃ© dans le pays dans ces derniers jours. Selon lui, les indices pris en considÃ©ration par ceux qui savent de quoi ils parlent montrent que le pays a Ã©voluÃ© mÃªme si certains y voient autre chose. AprÃ©s les dÃ©bats, 81 voix ont votÃ© en faveur de ce texte, 13 voix contre alors qu'Ã©un dÃ©putÃ© s'Ã©st abstenu. A la sortie de cette plÃ©niÃ©re, le docteur Jean Minani a affirmÃ© qu'Ã©il ne pouvait pas voter un texte qui vient occasionner une hausse des impÃ´t et taxes alors que la population qu'Ã©il reprÃ©sente reste pauvre. [rtnb/isanganiro/bonesha/rtr/rpa]